



**PRÉFÈTE  
DE LA MAYENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement**

Nantes, le 19 septembre 2025

Service des risques naturels et technologiques

Affaire suivie par : Aurélia CHANTEPERDRIX  
[aurelia.chanteperdrix@developpement-durable.gouv.fr](mailto:aurelia.chanteperdrix@developpement-durable.gouv.fr)

Tél : 02.72.74.76.47

N/Réf : 2025-0503

V/Réf : Dossier de réexamen déposé le 16 avril 2021 complété le 20 janvier 2022, 14 avril 2022 et 9 novembre 2022

**La directrice régionale de  
l'environnement,  
de l'aménagement et du logement**  
à

**Madame la Préfète de Mayenne  
Bureau des procédures  
environnementales et foncières  
46 rue Mazagran - 53015 Laval Cedex**

**Objet :** Société Lactalis Nestlé Ultra-Frais (LNUF) à Changé - Réexamen IED - BREF industries agro-alimentaire et laitières (« Food Drink and Milk Industries » - FDM)

PJ : Rapport de l'inspection des installations classées

Annexe : projet de courrier à l'exploitant

La Société Lactalis Nestlé Ultra-Frais a transmis un dossier de réexamen IED le 16 avril 2021 pour les installations qu'elle exploite à CHANGE, complété le 20 janvier 2002, 24 avril 2022 et 9 novembre 2022.

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint un rapport concluant l'instruction de ce dossier de réexamen. Je vous propose d'informer l'exploitant des conclusions de ce rapport.

Pour la Directrice et par délégation,  
La cheffe du pôle Risques Chroniques  
de l'Unité inter-départementale Anjou Maine

**Anne RIGAUD**



Mel : [uidam.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr](mailto:uidam.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr)

Rue du Cul d'Anon - Parc d'activités Angers / Saint Barthélemy - CS80145 49183 Saint Barthélemy d'Anjou Cedex

**ANNEXE**  
**Projet de courrier à l'exploitant**

Objet : Réexamen au titre de la directive IED

Monsieur le directeur,

Vos installations, exploitées à CHANGE, sont visées par la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite directive IED, au titre de la rubrique principal n°3642-3 et du BREF principal FDM 2019. En application de l'article R.515-71 du Code de l'Environnement, vous avez transmis le 16 avril 2021 un dossier de réexamen accompagné d'un rapport de base.

En application de l'article R.515-71 du Code de l'Environnement, vous avez déposé le 16 avril 2021 votre dossier de réexamen imposé après la publication de la décision d'exécution 2019/2031 de la commission du 12 novembre 2019 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles dans les industries agroalimentaire et laitière, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil. Vous avez apporté des compléments le 20 janvier 2022, le 14 avril 2022 et 9 novembre 2022.

Après examen par l'inspection des installations classées, le dossier de ré-examen transmis peut être jugé recevable.

Considérant votre engagement de conformité de vos installations au regard des conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à vos installations, au plus tard le 4 décembre 2023 ;

Considérant l'absence de demande de dérogation et de demande d'aménagement des meilleures techniques disponibles applicables ;

Considérant l'absence de propositions de techniques alternatives ;

Considérant que l'arrêté du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, fixe les prescriptions applicables au titre de la décision d'exécution 2019/2031 de la commission européenne, sans préjudice des prescriptions fixées par les arrêtés préfectoraux en vigueur encadrant l'exploitation de vos installations ;

Considérant l'absence de demande de dérogation aux prescriptions l'arrêté du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant l'absence de nécessité d'actualiser les prescriptions en vigueur au regard des critères du point III de l'article R. 515-70 du Code de l'Environnement ;

Conformément à l'article R. 515-73 du Code de l'Environnement ;

le réexamen au titre de l'article R. 515-70 du Code de l'Environnement, conclut à l'absence de nécessité d'actualiser les prescriptions applicables à vos installations par arrêté préfectoral **dans les conditions autorisées actuellement en vigueur**. Les Valeurs Limites d'Emission définies à l'article 73.4.5 de l'arrêté préfectoral du 24 février 2003 restent applicables car celles-ci sont jugées compatibles avec l'objectif défini à l'alinéa III de l'article R. 515-65 du Code de l'environnement. **En revanche, l'instruction du porté à connaissance de modification des valeurs limites de rejet que vous avez déposé pourra donner lieu à une actualisation des prescriptions applicables à vos installations à l'issue de son instruction.**

**Certaines précisions sont cependant attendues par l'inspection des installations classées à l'issue de l'instruction du dossier de ré-examen et devront être tenues à disposition de l'inspection des installations classées :**

- l'analyse par rapport au BREF EFS pour justifier l'absence de dispositions applicables aux stockages présents sur site: La comparaison des installations et de leur fonctionnement doit être analysée au regard de toutes les MTD applicables du BREF principal et des BREFs secondaires : le BREF EFS figure dans la décision du 12 novembre 2019 parmi les autres conclusions et documents de référence sur les MTD susceptibles de présenter un intérêt pour les activités.
- le calcul de la consommation spécifique d'eau (MTD 21).

L'inspection note par ailleurs, afin de vous conformer aux MTD, votre engagement de mise en œuvre des dispositions suivantes :

- MTD 1: mise en place d'une SME
- MTD 4: suivi des chlorures à une fréquence mensuelle
- MTD 9: remplacement des fluides frigorigènes R404A et R22
- MTD 13: Mise en place d'un programme de surveillance et maintien du plan de gestion des émissions sonores

D'autre part, je vous informe que :

- l'inspection juge que l'exclusion du laboratoire, de l'atelier de maintenance, de la station service, du garage et des groupes électrogènes du périmètre IED n'est pas justifiée. Ces installations sont à intégrer au périmètre IED car considérées comme "connexes"<sup>(1)</sup>. Le rapport de base doit intégrer l'intégralité du périmètre IED.
- l'inspection donne une suite favorable à votre proposition de conserver l'analyse quotidienne sur une semaine par mois pour l'azote total, phosphore total et DBO<sub>5</sub> conformément à l'arrêté préfectoral actuel, sous réserve de la conformité de cette fréquence avec celle prévue par la convention de la STEU (justificatif à fournir par l'exploitant) ;
- pour la pollution mise en évidence dans le rapport de base (Rapport SEREA SER18030/IED-1 de novembre 2021), vous devez mettre en œuvre les recommandations émises ;
- la demande d'actualisation des Valeurs Limite d'Emission déposée le 01/09/2014, complétée les 21/06/2017 et 03/07/2020 reste en instruction. Vous serez prochainement informé des suites données à votre demande.

Enfin, les MTD identifiées dans votre dossier de réexamen sont susceptibles de faire l'objet de contrôles conformément aux articles L. 514-4 et suivants du Code de l'Environnement.

Je vous rappelle qu'il vous appartient de respecter depuis le 4 décembre 2023 les dispositions de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement à partir du 4 décembre 2023. Les dispositions les plus contraignantes entre l'arrêté ministériel pré-cité et l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 février 2003 doivent être mises en œuvre.

Je vous prie d'agréer, monsieur le directeur, l'expression de mes salutations distinguées.

<sup>(1)</sup> Extrait du guide : « Le périmètre IED est composé de toutes les installations relevant des rubriques 3000 de la nomenclature, ainsi que les activités s'y rapportant directement, exploitées sur le même site, liées techniquement et susceptibles d'avoir des incidences sur les émissions et la pollution (dites « installations connexes » ou « activités connexes »). Les installations (ou activités) connexes peuvent être des installations (ou activités) auxiliaires qui servent une activité IED (une installation classée sous une rubrique 3000) et qui n'auraient pas lieu d'être au sein de l'établissement sans celle-ci. L'existence d'une connexion technique (exemple par tuyauterie, convoyage, etc.) entre une installation et l'installation 3000 n'est pas déterminante pour définir cette première installation comme connexe. Il suffit que l'installation soit liée à la finalité du procédé et aux flux de matières. » du site.